

*Après avoir sondé les commerçants du centre-ville, les libéraux liégeois réclament une stratégie globale. Le soutien au commerce passe par davantage d'interventions publiques en cheville avec le privé. Ce lundi, le commerce liégeois aura à souffrir de la grève décrétée par le front commun syndical sur l'ensemble de la province ...*

Après avoir sondé les commerçants

du centre-ville, les libéraux liégeois réclament

une stratégie globale.

Le soutien au commerce passe par davantage d'interventions publiques en cheville avec le privé.

Ce lundi, le commerce liégeois aura à souffrir de la grève décrétée par le front commun syndical sur l'ensemble de la province de Liège, tout comme le 15 décembre lors de la grève générale au niveau national. Et à constater le peu –voire l'absence– de concertation entre syndicats et gouvernement, le mouvement risque de perdurer.

Dans ce contexte, les libéraux liégeois ont présenté ce vendredi un dossier de 37 pages reprenant d'une part un état des lieux du commerce liégeois (5.155 cellules commerciales sur le territoire de la Ville dont 422 vides) avec une attention spéciale pour l'hyper-centre qui, selon le MR, compte 17% de cellules vides. « Globalement, les données chiffrées livrées par la Ville sont lacunaires pour mettre en place une véritable stratégie de dynamisation du commerce liégeois », déclare la cheffe de groupe MR au Conseil, Christine Defraigne. Le conseil Michel Peters note, lui, qu'un commerçant établi à Liège paie « 8% de plus qu'un collègue établi ailleurs en Wallonie ».

Comment aider le commerce liégeois? Les conseillers libéraux dressent une liste d'interventions publiques pour réanimer le cœur historique de Liège.

Ouverture le dimanche

« Disposer aujourd'hui d'un périmètre touristique permettant aux commerces d'ouvrir le dimanche est une bonne chose, mais il faut encadrer et accompagner cette possibilité offerte aux commerçants via des animations, notamment culturelles », déclare le conseiller Pierre Gilissen.

Et le MR de plaider pour un renforcement de la gestion du centre-ville et la mise en place de sociétés de développement commercial, un concept importé du Canada notamment et qui permet à des commerçants de s'associer, par quartier, et de monter des plans d'investissement en termes de services et d'animations commerciales, financés à la fois par le privé et le public. Des représentants du monde politique (majorité et opposition) siègeraient au sein de cette SDC, avec participation des comités de quartier.

Autres idées: la création d'une carte de fidélité unique, d'une charte esthétique des devantures commerciales, la signalisation des parkings (maintes fois annoncée par la majorité PS-CDH mais jamais réalisée) ou encore la mise à disposition d'une cellule commerciale aux personnes qui veulent tester, durant quelques mois, le lancement d'une activité commerciale. « C'est déjà un peu ce qui se fait avec Créashop, que nous saluons, mais qui reste trop cantonné à une rue précise », déclare Christine Defraigne. « Plus globalement, nous voulons que le décret relatif aux implantations commerciales porté par Jean-Claude Marcourt soit rediscuté de manière à intégrer plus d'acteurs (notamment l'Union des Classes moyennes) et de facteurs qui prennent en compte les difficultés du commerce du centre-ville. »

Et c'est là que le MR revient à la charge avec les fondamentaux «sécurité-propreté-mobilité» qui, selon lui, ne constituent pas actuellement un cadre satisfaisant. « Avec les chantiers actuels et à venir – celui du tram principalement– Liège souffre d'embouteillages à répétition auxquels s'ajoute un stationnement trop onéreux, une pénurie de places de parking. Se déplacer à Liège est devenu un parcours du combattant », affirme la conseillère Diana Nikolic. Pour le MR, la liste des investissements en rade est longue: les parkings relais à la périphérie, la signalisation dynamique des parkings, les nouveaux parkings en ouvrage quai sur Meuse et boulevard d'Avroy ou encore la mise sur pied d'un observatoire du tram pour anticiper les chantiers sources de perturbations pour les riverains, les commerçants et les clients. Et de plaider, encore une fois, pour l'intégration de l'UCM dans cette structure alors que, dixit Christine Defraigne, actuellement, « il y a une rupture entre l'UCM et la Ville ».

En matière de sécurité, le MR fustige « une nouvelle fois la négligence sciemment coupable du bourgmestre concernant l'application du règlement sur la mendicité. Or, les comportements de certains mendiants font fuir la clientèle ». Ceci dit, dans une conception de « libéralisme social », le MR liégeois appelle à plus de sanctions pour les personnes qui harcèlent le passant sur l'espace public mais demande également davantage de suivi psycho-médico-social.

Concernant la propreté, le conseiller Fabrice Drèze constate l'utilité des opérations tornades blanches mais note que la Ville doit davantage montrer l'exemple en matière de propreté publique (vider à temps les corbeilles publiques, installer des poubelles publiques de tri sélectif par exemple) et inciter tous les Liégeois à faire preuve de civisme.

Enfin, par la voix d'Elizabeth Fraipont, le MR craint les répercussions du chantier du tram sur la Batte. « Le commerce ambulante mérite autant d'attention que le sédentaire. »

PHILIPPE BODEUX

PHILIPPE BODEUX

Copyright © 2014 Rossel & Cie. Tous droits réservés